

POLITIQUE

ÉTRANGÈRE

CANADIENNE



Affaires extérieures External Affairs  
Canada Canada

# DÉCLARATIONS ET DISCOURS

Déclaration du  
très honorable Joe Clark  
secrétaire d'État aux  
Affaires extérieures, à la  
séance d'ouverture de la  
réunion des ministres des  
Affaires étrangères du  
Commonwealth sur l'Afrique australe

Canada

TORONTO (ONTARIO)

le 2 août 1988

Je voudrais d'abord présenter les ministres qui se sont joints à moi ... Je voudrais remercier le général Obasanjo, qui est venu nous aider dans nos délibérations.

C'est un vif plaisir pour moi d'accueillir mes collègues, leurs collaborateurs et un certain nombre d'invités très spéciaux au Canada.

Le Premier ministre Mulroney a présidé la Conférence qui devait donner naissance au Comité. Il m'a demandé de vous transmettre le message personnel suivant:

"À Vancouver, les chefs de gouvernement ont convenu qu'il fallait maintenir à un haut niveau le dynamisme voulu pour répondre aux défis posés par le régime de l'apartheid en Afrique du Sud. Ils vous ont demandé de vous charger de cette tâche. Je sais que vous avez fort bien enclenché le processus à Lusaka.

L'Afrique du Sud continue de nous consterner tous par son mépris du droit à l'égalité. Sa violation totale et systématique des principes fondamentaux qui sous-tendent les droits de la personne est carrément inacceptable. Elle est l'antithèse même de tout ce dont le Commonwealth se fait le défenseur.

Le Gouvernement sud-africain a de nouveau montré clairement qu'il n'a pas pris la décision fondamentale de renoncer à l'apartheid. Il refuse toujours de négocier avec les dirigeants noirs afin de forger un nouvel avenir pour l'Afrique du Sud. Tout comme Nelson Mandela, la majorité de la population reste dans une sorte de prison. Pretoria n'accepte même pas de laisser les chefs religieux remettre au Président des lettres dont les auteurs prônent la liberté politique. Devant l'aggravation persistante de la situation, la tâche de votre comité est d'autant plus urgente.

La population sud-africaine mise sur le Commonwealth, sur vous, pour lutter avec vigueur contre l'apartheid.

Mon engagement et celui de mon gouvernement de maintenir cette veille et d'oeuvrer sans relâche au démantèlement de l'apartheid reste ferme et inconditionnel. Je vous souhaite de tout coeur de nous rapprocher de cet objectif."

À Vancouver, notre comité s'est vu confier la tâche de faire avancer les objectifs que s'est fixés le Commonwealth, à savoir: être présent en Afrique du Sud afin de venir en aide aux victimes et aux adversaires de l'apartheid, de promouvoir le dialogue et de contrer la censure et la propagande sud-africaines; élargir et intensifier l'application des sanctions de manière à les rendre plus efficaces; renforcer la capacité des voisins de l'Afrique du Sud de résister à la politique de déstabilisation menée par Pretoria; et exercer des pressions en faveur de l'indépendance de la Namibie.

Voilà en quoi consiste expressément notre mandat; les initiatives qu'il suppose exerceront des pressions réelles sur le régime de l'apartheid. Pour ne citer que notre cas, notre commerce avec l'Afrique du Sud a été réduit de moitié en deux ans; notre aide, en revanche, s'est accrue de plusieurs millions de dollars et elle s'est étendue à d'autres bénéficiaires comme les personnes traduites devant les tribunaux, les détenus politiques et les syndicats. Nous avons introduit de nouvelles sanctions, y compris, la semaine dernière, une application plus rigoureuse de l'Accord de Gleneagles qui touche les joueurs de tennis et golfeurs professionnels. Nous examinerons des moyens de rétablir la ligne ferroviaire de Limpopo. Nous avons abordé directement la question des sanctions et d'autres projets connexes au Sommet économique et dans d'autres réunions. Le Premier ministre s'est rendu en Afrique australe et il a rencontré les dirigeants de la région et, notamment, dans ses bureaux à Ottawa, M. Oliver Tambo, du Congrès national africain. Voilà seulement quelques-unes des mesures prises par le Canada depuis les trois dernières années.

Mais le Canada n'a pas été seul. Pas plus d'ailleurs que les Etats de la ligne de front ou les victimes de l'apartheid. Les questions propres à l'Afrique australe semblent avoir été projetées à l'avant-scène internationale parce que, durant un quart de siècle, ces questions avaient été laissées sur la touche, et l'apartheid prospérait; il détruisait les vies, intensifiait les tensions et incitait à la violence. Le Commonwealth est l'association qui, par son action, a été le catalyseur le plus remarquable. Il est le creuset de races diverses qui travaillent ensemble, sur un pied d'égalité - l'antithèse même de l'apartheid. Mais, plus encore, le Commonwealth est une famille, une famille qui a vu grandir l'Afrique du Sud et qui la reprendrait dans son sein une fois affranchie du joug de l'apartheid.

D'autres nations, qui ne siègent pas au Comité, ont à elles seules un pouvoir économique plus grand que les huit pays représentés ici. Mais il est de plus en plus clair que l'influence du Commonwealth transcende son pouvoir économique. Tous les membres du Comité sont conscients de l'occasion qui leur est offerte et de la responsabilité qu'ils ont de tracer le chemin que d'autres pourront suivre. Nos perspectives et nos prescriptions peuvent différer, mais nous ne demeurons pas moins déterminés à fournir ce leadership dynamique et constructif.

En février, à Lusaka, le Comité a recensé les secteurs sur lesquels faire porter les efforts. Aujourd'hui et demain, nous envisagerons de nouvelles mesures que les gouvernements du Commonwealth peuvent appliquer. Nous comptons maintenir et accentuer les pressions jusqu'à ce que le système d'apartheid soit aboli.

Cet objectif transcende les gouvernements: il vise à mobiliser la participation des citoyens et des organisations.

À cette fin, le Canada a organisé en marge de notre réunion, ici même à Toronto, des manifestations sur le thème "Ranimons l'espoir" de la liberté. Ainsi, il se tient aujourd'hui à l'hôtel de ville un forum sur la censure et la propagande qui permettra au public d'échanger des vues avec d'éminents Sud-Africains et d'autres personnalités. Par ailleurs, un festival culturel, inauguré hier, met en pleine lumière le combat livré contre l'apartheid.

L'élément primordial d'une société tolérante et libre est le respect des autres. Comme l'établissent les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme, tous les individus, indépendamment de leur race, de leur religion, de leur sexe ou d'autres caractéristiques, sont fondamentalement égaux. C'est ce principe d'égalité qui nie et bafoue de façon si flagrante le régime d'apartheid qui est ancré dans l'inégalité raciale.

Nous sommes impatients de connaître leurs vues et d'échanger des idées avec eux. Leur participation prête une réalité immédiate à nos débats.

L'un de nos invités ne se trouve pas parmi nous. Cyril Ramaphosa dirige le Syndicat des mineurs. Les autorités sud-africaines ont refusé de le laisser venir à Toronto. Il est manifeste que Pretoria ne veut pas que nous entendions ce qu'il a à dire. Nous regrettons que M. Ramaphosa n'ait pu se joindre à nous. Les mesures prises contre lui témoignent avec éloquence de la nature de l'apartheid.

À Lusaka, nous avons décidé qu'au cours de notre réunion de Toronto nous prêterions une attention particulière aux problèmes posés par la censure en Afrique du Sud et par les efforts du gouvernement de ce pays pour dissimuler la réalité au monde. Notre décision était opportune. Le gouvernement sud-africain est revenu à certaines pratiques déjà utilisées pour contrôler la presse. Il a suspendu des journaux, en a menacé d'autres, afin de signifier que la vérité ne serait pas tolérée. De nouvelles contraintes ont été imposées à la presse lors de la reconduction de l'état d'urgence. Le gouvernement de l'Afrique du Sud ne permettra pas aux médias sud-africains de s'opposer à l'apartheid ou de montrer celui-ci sous son véritable jour.

Le gouvernement sud-africain ne se montre aucunement disposé à négocier une nouvelle forme de gouvernement qui permettrait à tous les Sud-Africains d'avoir des représentants choisis par la majorité en toute liberté. Les leaders noirs légitimes font connaître leur position de prison ou d'exil ou malgré les obstacles de l'interdiction et de la censure.

Lorsqu'il cherche à abuser le reste du monde, le gouvernement de l'Afrique du Sud s'abuse lui-même. En étalant au grand jour sa propagande, nous pouvons peut-être le forcer à reconnaître les réalités qu'il tente de dissimuler. Un document établi par le Canada sur la stratégie à employer contribuera, je l'espère, à orienter nos réflexions sur cet important sujet.

En conclusion, j'aimerais vous renouveler mes souhaits de bienvenue au Canada et à Toronto. Cette ville, qui est devenue la plus importante du Canada en attirant des immigrants du monde entier et qui est fière de sa diversité, offre un cadre approprié à la réunion d'un comité du Commonwealth chargé d'étudier des problèmes nés du racisme.